Suivi des mesures et engagements du Groupe Consultatif 2007
(Projet de matrice pour 2009) à discuter et valider

Mesures et engagements	Maitre d'œuvre	Echéance	Etat de mise en œuvre
1. Poursuite de la mise en œuvre du plan d'action de la SCA et suivi régulier de la matrice des indicateurs	SE/SCACEPODMEF	2007-2009	
			<ul style="list-style-type: none"> Apporter des mesures correctives dans la mise en œuvre de la SCA
<ul style="list-style-type: none"> Recruter les coordonnateurs de grappes 			<ul style="list-style-type: none"> processus en cours
2. Création d'un environnement améliorant le climat des affaires	MEF-DGID/SE-SCAN/ APIX/ Maires/ SDE/ MFPE-TOP/ SENELEC/Min Justice	2007-2011	
			<ul style="list-style-type: none"> Poursuite du suivi régulier de la mise en œuvre des mesures et recommandations dans le cadre du Conseil Présidentiel sur les investissements (CPI)
<ul style="list-style-type: none"> Respecter les délais pour l'obtention des autorisations de construction 			<ul style="list-style-type: none">

Mesures et engagements	Maitre d'œuvre	Echéance	Etat de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> • Accroître la flexibilité du marché du travail en adoptant les textes manquants ou à modifier pour rendre plus opérationnelle la législation du travail • Respecter les délais et Réduire le coût afin de faciliter le transfert de propriété : 			<ul style="list-style-type: none"> •
<p>3. Accroître la compétitivité des PME</p> <ul style="list-style-type: none"> • Valider la Lettre de Politique Sectorielle (LPS) : LPS déjà élaborée • Adopter trois (3) décrets d'application de la loi d'orientation des PME • Mettre en oeuvre le plan d'actions de la LPS 	Ministère de l'Industrie et des PME	2008-2011	<ul style="list-style-type: none"> • Le décret relatif à la mise en place du Comité de suivi est adopté. Les deux autres relatifs au Fonds de garantie et à l'accès des PME aux marchés sont en attente d'être adoptés.
<p>4. Augmenter les capacités de production d'énergie et améliorer l'accès à l'énergie :</p>	Ministère Energie/ SENELEC/ASER	2007-2012	<ul style="list-style-type: none"> • Le recensement des PME avec l'ANDS (financement déjà inscrit dans le BCI 2009) et la vulgarisation de la loi avec l'appui de la GTZ, dès la validation de la LPS

Mesures et engagements	Maitre d'œuvre	Echéance	Etat de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> Construction de la centrale à charbon de Sindou, dont la mise en service est prévue en 2010 			<ul style="list-style-type: none"> Un appel d'offre a, ainsi, été lancé et l'adjudicataire retenu
<ul style="list-style-type: none"> Réhabiliter la tranche à vapeur 302 de la Centrale CAP des Biches (Rufigue) 			<ul style="list-style-type: none">
<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre de 4 concessions 			<ul style="list-style-type: none"> Lancement des appels d'offres de 3 concessions supplémentaires
<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre l'amélioration de l'accès à l'éducation et promouvoir l'achèvement du cycle élémentaire et du cycle fondamental 			
<ul style="list-style-type: none"> Accroître l'accès à l'éducation primaire : construire 2500 classes par an 	Ministères en charge de l' Education	2007-2011	<ul style="list-style-type: none">
<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre l'objectif de recrutement des maîtres 			<ul style="list-style-type: none"> 3000 volontaires ont été recrutés en 2008 et 3421 seront recrutés en 2009
<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la distribution de manuels, le fonctionnement des cantines scolaires 			<ul style="list-style-type: none">
<ul style="list-style-type: none"> Réaliser une revue des dépenses publiques du secteur de l'éducation 			<ul style="list-style-type: none">
<ul style="list-style-type: none"> Dans le secteur de la santé, accroître les ressources allouées et leur utilisation 	DGF-MEF/Ministère en charge de la Santé	2009	

Mesures et engagements	Maître d'œuvre	Echéance	Etat de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> Renforcer le développement des services de santé à base communautaire 			<ul style="list-style-type: none">
<ul style="list-style-type: none"> Renforcer en ressources humaines les zones enclavées et défavorisées 			<ul style="list-style-type: none">
<ul style="list-style-type: none"> Faire une revue des dépenses de la santé 			<ul style="list-style-type: none">
7. améliorer l'accès au service de santé			
<ul style="list-style-type: none"> Capacitation des agents de santé communautaire 	Ministère en charge de la Santé		<ul style="list-style-type: none"> manuel du formateur des matrones et agents de la santé communautaire, passage à l'échelle des expériences communautaires a démarré, ces différentes actions ont entraîné le relèvement de la couverture globale
8. Réduire la mortalité maternelle et infantile			
<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la mise en œuvre de la feuille de route sur l'offre du paquet minimum de soins obstétricaux d'urgence et les soins essentiels aux nouveau-nés 	Ministère en charge de la Santé	2007-2011	<ul style="list-style-type: none"> Outils de gestion élaborée, recueil de données, coin de nouveau né, prise en charge de nourrissons sains, accouchements assistés
<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre d'un système de prise en charge des urgences médicales, chirurgicales et obstétricales, pour les ménages pauvres en milieu rural et urbain 			<ul style="list-style-type: none">
9. Poursuivre l'amélioration de l'accès à l'assainissement	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique urbaine,	2007-2011	

Mesures et engagements	Maître d'œuvre	Echéance	Etat de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> Déclencher le processus de mise en place du CDSMT 	de l'Hygiène publique et de l'Assainissement; PEPAM, ONA		<ul style="list-style-type: none">
<ul style="list-style-type: none"> Couvrir 60 % des communautés rurales par des plans locaux d'hydraulique et d'assainissement (PLHA) validés 			<ul style="list-style-type: none">
<ul style="list-style-type: none"> Adopter le projet de Code de l'Assainissement 			<ul style="list-style-type: none">
<ul style="list-style-type: none"> Promulguer la Loi sur le service public de l'eau et de l'assainissement (Loi SPEPA) 			<ul style="list-style-type: none">
<ul style="list-style-type: none"> Créer un Comité Interministériel de Suivi chargé de la régulation contractuelle des secteurs de l'eau et de l'assainissement en milieu urbain : 			<ul style="list-style-type: none">
<p>10. Promouvoir une gestion rationnelle des ressources naturelles et œuvrer à améliorer le cadre de vie des populations dans une perspective de développement durable et de réduction de la pauvreté</p>	Ministère chargé de l'Environnement	2007-2011	
<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre effective de la politique environnementale déclinée dans le CSDMT 			

Mesures et engagements	Maître d'œuvre	Echéance	Etat de mise en œuvre
<p>11. Extension de la Protection Sociale dans le cadre du renforcement de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Protection Sociale</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les systèmes de protection sociale des personnes exerçant les métiers de l'agriculture et la mutuelle sociale des travailleurs du secteur des transports routiers au Sénégal, inscrits comme actions pilotes : 	<p>MEF – CSPLP/CSO-PRP – Min Famille, Solidarité Natio. Entreprenariat Fém et Micro fin./Min Intérieur/Min Agriculture/Min Transport</p>	<p>2007-2009</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les deux projets s'inscrivent dans le cadre de la Stratégie Nationale de Protection Sociale et de Gestion des Risques (SNPS/GR) qui vise à étendre les instruments de protection sociale en faisant passer le taux de couverture en assurance maladie de 20% à 50% de la population en 2015. • 2008 : Inscription d'une enveloppe de 310 millions dans le cadre du budget d'investissement du ministère de l'agriculture. Ce montant correspond à l'engagement de l'Etat pour la première année de fonctionnement du régime. • Après l'adoption, par le conseil des ministres, du décret instaurant le régime de protection sociale agro-sylvo-pastorale, l'arrêt portant création de la branche assurance santé n'a pas encore été pris par le ministère de l'Agriculture
<ul style="list-style-type: none"> • Protection sociale des routiers 			<ul style="list-style-type: none"> • Les modalités de financement de ses activités de la mutuelle de santé qui a démarré ses activités depuis janvier 2008, n'ont pas encore été définies entre l'Etat du Sénégal et les Partenaires au Développement
<p>12. Accélération de la réforme et du renforcement des systèmes formels de sécurité sociale dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Protection Sociale</p>	<p>Ministère du Travail / CSPLP/MEF</p>	<p>2007-2009</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les termes de référence pour une étude sur le projet de « Code unique de la sécurité sociale » sont élaborés par le Ministère de la Fonction publique, de l'Emploi, du Travail et des Organisations professionnelles. L'accord pour le financement de cette activité a été obtenu.
<ul style="list-style-type: none"> • Accélérer la réforme et le renforcement des systèmes formels de sécurité sociale : 			

Mesures et engagements	Maitre d'œuvre	Echéance	Etat de mise en œuvre
<p>13. Prendre des mesures urgentes pour faire face à la conjoncture économique et financière</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer des mécanismes pour la prévention et la gestion des chocs affectant le pouvoir d'achat, la croissance économique et la compétitivité des entreprises ; 	CSPLP et DPPE	2008-2010	<ul style="list-style-type: none"> •
<p>14. Amélioration de la programmation du Budget et l'exécution des dépenses publiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Préparer et adopter la loi de finances 2010 en conformité avec le cadrage macroéconomique convenu avec le FMI • • Actualiser et adopter, courant juin 2009, le plan de réformes budgétaires et financières sur la base des différents diagnostics et recommandations (PEFA, FMI,...) ; • Fixer par Décret le calendrier et la méthode d'élaboration du Budget afin de produire un CDMT global sur la base du cadrage macroéconomique et permettre ainsi l'élaboration de CDSMT réalistes 	<p>DG/FGT/CP/PCRB/- MEF</p>	2009-2011	<ul style="list-style-type: none"> •
		2009	<ul style="list-style-type: none"> •
			<ul style="list-style-type: none"> •

Mesures et engagements	Maître d'œuvre	Echéance	Etat de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> • Limiter de façon continue la part du Budget exécutée suivant des procédures exceptionnelles : 			<ul style="list-style-type: none"> • un Décret complétant le règlement général sur la Comptabilité Publique pour limiter les procédures de dépenses à la procédure simplifiée et interdisant toute autre forme de procédure, notamment les avances de trésorerie a été adopté
<ul style="list-style-type: none"> • Publier sur le site Web du MEF des situations d'exécution financières mensuelles par ministère par chapitre et aux quatre (4) phases de la dépense dans les 30 jours suivant la fin du mois, 	DGF et DCEF-MEF	2007-2009	<ul style="list-style-type: none"> •
<ul style="list-style-type: none"> • Installer des postes SIGFIP au sein des DAGE et SAGE des ministères et institutions et former les DAGE et SAGE au système SIGFIP 			<ul style="list-style-type: none"> •
<p>15. Améliorer la prévisibilité des ressources à moyen terme et assurer un déboursement en cohérence avec le cycle budgétaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respecter les délais de mobilisation des ressources ayant fait l'objet d'engagement au Groupe Consultatif 2007 : 	DCEF-MEF		
<ul style="list-style-type: none"> • Accélérer l'affectation des ressources du Groupe Consultatif 2007, non affectées, aux priorités du DSRP-2 : 	DCEF et PTF	2008-2010	<ul style="list-style-type: none"> •
<p>16. Accroître les capacités financières et techniques des collectivités locales</p>	MDCL/DCEF-MEF	2007-2011	

Mesures et engagements	Maitre d'œuvre	Echéance	Etat de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> • Etendre la décentralisation du BCI si l'évaluation est concluante et élaborer un plan d'action de renforcement des capacités 			<ul style="list-style-type: none"> •
<ul style="list-style-type: none"> • Inscrire en action continue l'augmentation et les engagements des FECL et FDD au plus tard avant la fin du premier trimestre 			<ul style="list-style-type: none"> •
17. Améliorer le contrôle externe du budget (DGF)			
<ul style="list-style-type: none"> • Respecter le délai réglementaire pour le dépôt du projet de loi de règlement à l'Assemblée nationale 	DGF-MEF	2007-2011	<ul style="list-style-type: none"> •
<ul style="list-style-type: none"> • Transmettre les projets de lois de règlement des années 2004, 2005, 2006, 2007 et 2008 à la Cour des Comptes 			<ul style="list-style-type: none"> • <i>Les projets de lois de règlement des années 2002, 2003 ont été transmis</i>
18. Améliorer la passation des marchés publics			
<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser et mettre en œuvre la stratégie nationale de formation des acteurs de l'administration, du secteur privé et de la Société civile sur le code des marchés publics 	DCMP/MEF	2007-2011	<ul style="list-style-type: none"> •

Mesures et engagements	Maître d'œuvre	Echéance	Etat de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> Procéder à une évaluation externe de la première année de mise en œuvre du code des marchés publics 			<ul style="list-style-type: none">
19. Améliorer le pilotage et le S/E de la SRP			
<ul style="list-style-type: none"> Réaliser les revues sectorielles avant la fin du mois d'avril de l'année N portant sur l'année N-1 	CSPLP /MEF	2009-2011	<ul style="list-style-type: none">
<ul style="list-style-type: none"> Réaliser la revue annuelle du DSRP au plus tard en juin de l'année N portant sur l'année N-1 			<ul style="list-style-type: none">
20. Réformes du Système Statistique National (SSN) pour améliorer la production et la diffusion des données statistiques nationale			
<ul style="list-style-type: none"> Préparation, adoption et mise en œuvre des textes d'application prévus dans les lois et décrets en vigueur : 	ANDS/MEF	2007-2011	<ul style="list-style-type: none">
<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre des textes d'application prévus dans les lois et décrets en vigueur : 			<ul style="list-style-type: none">

Mesures et engagements	Maitre d'œuvre	Echéance	Etat de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> Doter de manière suffisante le financement du SDS 			<ul style="list-style-type: none">
<p>21. suivi du plan d'action de la déclaration de Paris ainsi qu'au renforcement du dialogue avec les partenaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre le plan d'actions 2008-2010 : sur ces 32 activités, 17 sont en d'exécution Organiser régulièrement des rencontres les lead donors pour le suivi du plan d'action de la DP 	CSP/PLP/MEF	2007-2008	<ul style="list-style-type: none">
<p>21. Accélération du processus de reconstruction et de relance des activités économiques et sociales de la Casamance</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en place effective d'un Comité chargé de formulation du cadre d'intervention Feuille de route 2008-2010 élaborée et Table ronde des partenaires programmée. 	ANRAC	2007-2010	<ul style="list-style-type: none">
<p>22. Mettre en œuvre la GOANA</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre de mécanismes de suivi et d'évaluation de la situation alimentaire notamment par la surveillance des marchés locaux de produits agroalimentaires et des évaluations 	DAPS et DAMA	2009-2010	<ul style="list-style-type: none">

Mesures et engagements	Maître d'œuvre	Echéance	Etat de mise en œuvre
<p> périodiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise à la disposition des acteurs de lignes de crédit spécifiques pour relancer les activités de production, de transformation et de commercialisation dans les filières céréales, lait et sel ; • Etendre le programme « bassins de rétention » • Faciliter l'accès à la terre aux femmes dans les zones irriguées 			<ul style="list-style-type: none"> • • •

Suivi mesures et engagements du Gouvernement au cours du Groupe Consultatif de Paris 3-4 octobre 2007

Mesures et engagements	Maître d'œuvre	échéance	Etat de mise en œuvre
1. Soumission au Parlement de la Loi d'Orientation relative à la SCA au cours de la session budgétaire dont l'ouverture est prévue en octobre 2007, en vue de son adoption avant la fin de l'année 2007	SE/SCA/CEPOD/ MEF	déc-07	<ul style="list-style-type: none"> La loi d'Orientation sur la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) a été adoptée le 08 janvier 2008
2. Suivi du plan d'action de la SCA	SE/SCA/CEPOD/ MEF	2007-2008	<ul style="list-style-type: none"> Le décret fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du cadre institutionnel a été signé le 29 janvier 2008. Le plan d'actions sera suivi dans ce cadre.
3. Validation du dispositif institutionnel de pilotage de la SCA avant fin 2007 et opérationnalisation au début de l'année 2008.	SE/SCA/CEPOD/ MEF	déc-07	<ul style="list-style-type: none"> Le projet d'arrêté finalisé est en instance de signature.
4. Création d'un environnement favorisant l'attractivité et la compétitivité de notre économie	MEF/SE-SCA/ APIX	2007-2008	<ul style="list-style-type: none"> Suivi régulier de la mise en œuvre des mesures et recommandations dans le cadre du Conseil Présidentiel sur les investissements (CPI) dont la prochaine session est programmée au mois de mai 2008.
5. Renforcement des cadres de concertation et de dialogue avec le secteur privé national	MEF/APIX/Primate/ SE/SCA	2007-2008	<ul style="list-style-type: none"> Poursuite des travaux du Comité national du Dialogue social en vue de l'élaboration du pacte national de stabilité sociale et de croissance économique, conformément à la Loi d'orientation sur la SCA. Les résultats de la première étape ont été transmis à la primature depuis le 11 janvier 2008. Incessamment, la note de cadrage méthodologique de même que les termes de référence et le budget seront soumis au PM.

6. Mise en œuvre d'un programme d'investissement de 520 milliards de FCFA pour renforcer les capacités de production de la SENELEC à 600 MW d'ici à 2012	Ministère de l'Energie – Cabinet /MEF	2007-2012	<ul style="list-style-type: none"> La procédure de construction de la centrale à charbon de Tobène est en bonne voie. La mise en service est prévue en 2010.
7. Actualisation de la Lettre de Politique de Développement du secteur de l'énergie	Ministère de l'Energie – Cabinet /MEF	déc-07	<ul style="list-style-type: none"> La nouvelle Lettre de Politique de Développement (LPD) du secteur de l'Energie a été signée le 11 février 2008 après échange avec les bailleurs de fonds.
8. Suivi de la matrice des mesures sur l'énergie arrêtées avec les partenaires au développement	Ministère de l'Energie – Cabinet /MEF	2007-2008	<ul style="list-style-type: none"> Le dispositif de suivi est maintenu avec la tenue de réunion mensuelle avec l'ensemble des bailleurs intervenant dans le secteur de l'Energie.
9. Promotion des énergies nouvelles et renouvelables, avec un accent particulier sur le biocarburant.	Ministère des biocarburants / MEF	2007-2012	<ul style="list-style-type: none"> Le groupe de travail sur la maîtrise de l'Energie a finalisé et transmis aux autorités le plan d'actions sur l'économie d'énergie.
10. Redémarrage des activités des entreprises à forte valeur ajoutée (ICS, SAR)	Ministère de l'Energie – Cabinet /MEF	déc-07	<ul style="list-style-type: none"> Un protocole d'accord a été signé avec un partenaire (IFFCO) qui détiendra 85% du capital des ICS et l'Etat du Sénégal 15%. S'agissant des sites engrais et phytosanitaires, ils seront cédés à un partenaire stratégique déjà identifié (le Groupe français Rouillet).
11. Instauration d'un dialogue structuré et approfondi avec les partenaires autour de questions stratégiques comme celles de l'énergie, de la restructuration des entreprises comme les ICS, la SAR et la SENELEC ;	MEF / Ministère de l'énergie	déc-07	<ul style="list-style-type: none"> S'agissant de la SENELEC et de la SAR, une réunion mensuelle regroupe les partenaires et l'Etat sur les questions essentielles du secteur de l'Energie. Pour les ICS, un compte rendu régulier est fait au FMI dans le cadre du programme ISPE.
12. Poursuite de l'assainissement du cadre macroéconomique	DPEE/MEF	2007-2008	<ul style="list-style-type: none"> La stabilité macroéconomique devrait être consolidée en 2008, avec un taux de croissance réelle prévisionnelle de l'économie de 5,4% contre 2,3% en 2006 et 5% en 2007.

			<ul style="list-style-type: none"> • Aussi, l'inflation devrait ralentir en 2008 à la faveur, notamment, de la suspension de la TVA sur quatre produits alimentaires, du maintien de la subvention du butane et d'un approvisionnement adéquat des marchés. • Sur le plan des finances publiques, des améliorations seraient enregistrées en 2007 et 2008, consécutives à une progression des recettes budgétaires plus importante que celle des dépenses publiques. Ainsi le déficit public passerait de 5,8% du PIB, en 2006, à 3,2% en 2007. En 2008, les efforts de maîtrise du déficit seraient poursuivis. • La mise en œuvre de la SCA permettrait d'améliorer la position extérieure du Sénégal pour les années à venir et de porter le taux de croissance à plus de 7%, nécessaire pour réduire de moitié l'incidence de la pauvreté à l'horizon 2015.
<p>13. Poursuite de la mise en œuvre des mécanismes de protection contre les chocs exogènes, les risques et catastrophes</p>	<p>CSP/LP/MIEF</p>	<p>2007-2009</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du projet « Appui au Programme National de Prévention, Réduction des Risques Majeurs et Gestion des Risques de Catastrophes Naturelles », des activités ont été réalisées notamment sur : <ul style="list-style-type: none"> ○ La signature du décret portant création de la plateforme nationale de réduction des risques de catastrophe. ○ La mise en place d'une banque de données nationale sur la Réduction des risques de catastrophes ainsi qu'un système national d'alerte précoce avec un focus sur les risques et catastrophes. ○ Finalisation des textes pour le Régime de Protection Sociale Agro-Sylvo-Pastorale (RPS-ASP) qui seront incessamment soumis aux

			<ul style="list-style-type: none"> • signatures du Président de la République et du Ministre chargé de l'Agriculture. <ul style="list-style-type: none"> ○ Le processus de mise en place d'un système d'assurance maladie des routiers coordonné par le Comité national du Dialogue social et soutenu par le BIT est en cours.
14. Mise en œuvre du nouveau cadre juridique et institutionnel du système de passation des marchés publics	DCMP-PCBRF/MEF	janv-08	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les textes afférents au cadre institutionnel, législatif et réglementaire du nouveau code des marchés publics (CMP) et ceux ayant permis son entrée en vigueur dès janvier 2008 sont pris. • La Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), et l'Autorité de Régulation des Marchés (ARM) sont fonctionnelles. • L'équipement, les manuels des procédures techniques, administratives et financière de l'ARM, les dossiers types et le plan global de formation sur les marchés publics en cours de réalisation. • Organisation de sessions d'information et de formation sur les innovations du CMP.
15. Opérationnalisation dès janvier 2008 de la Direction centrale des marchés publics de même que l'Autorité de régulation des marchés publics	DCMP-PCBRF/MEF	janv-08	<ul style="list-style-type: none"> • Sur instruction du Premier Ministre et en application des dispositions du CMP, tous les ministères y compris les agences sans personnalité morale ont effectivement déposé à la DCMP leur PPM et publié dans les journaux de la place les Avis Généraux de Passation des Marchés (AVGPM) pour la gestion budgétaire de 2008.
16. Elaboration et dépôt par les ministères de leurs plans annuels de passation de marchés	DCMP-PCBRF/MEF	déc-07	<ul style="list-style-type: none"> • Le SIGMP est fonctionnel. Tous les PPM et quelques AVGPM des ministères y compris les agences sans personnalité morale, les textes sur le CMP et les avant projets de dossiers types sont mis en ligne. • Le SIGMP accessible désormais sur le Net (http://www.marchespublics.sn) va se déployer dans sa phase pilote dans quelques ministères dépensiers clés.
17. Mise en place d'un système d'information sur les marchés publics, pour satisfaire à l'exigence d'efficacité et de transparence dans la passation des marchés publics.	DCMP-PCBRF/MEF	janv-08	

			<ul style="list-style-type: none"> • Le lancement officiel du portail a été fait.
<p>18. Poursuite des réformes budgétaires et financières</p>	<p>DB-DGF/MEF</p>	<p>2008</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La mise en œuvre du CDNT et des CDSMT se poursuit ; • Renforcement des moyens budgétaires des collectivités locales avec la décentralisation du BCI démarrée en 2006 et l'accroissement significatif du FDD et du FECL ; • L'optimisation des fonctionnalités de SIGFIP et le déploiement en région du logiciel se poursuivent. • Poursuite de la mise en œuvre du plan de rénovation de la solde et des pensions; • Numérisation du cadastre permettant une maîtrise de l'assiette foncière et un relèvement du niveau de recouvrement de l'impôt foncier en cours • Déploiement de SIGTAS au CGE effectif. • Réduction des retards observés dans la production des comptes de gestion de l'Etat (compte de 2004 déposé à la Cour des comptes (CC), le dépôt de ceux de 2005 et de 2006 prévu respectivement en mars et juin 2008). Les projets de lois de règlement 2002 et 2003 ont été déposés à la CC. • L'accès du public à l'information budgétaire et financière facilité par la mise en ligne sur le site web du MEF des lois de finances, lois de finances rectificatives et des situations d'exécution budgétaire • Réalisation du premier exercice PEFA et mise à jour du plan d'actions de réformes des finances publiques.
<p>19. Suivi de la mise en œuvre de l'Arrangement Cadre des Appuis Budgétaires (ACAB)</p>	<p>CSPLP/MEF</p>	<p>déc-07</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'Arrangement Cadre aux Appuis Budgétaires (ACAB) a été signé le 11 janvier 2008 entre le Gouvernement du Sénégal et les partenaires au développement (Banque mondiale, Union Européenne, France, Pays Bas, Allemagne, Canada).

			<ul style="list-style-type: none"> • L'évaluation est en cours et est intégrée à la revue du DSRP.
20. Suivi du plan d'action de la déclaration de Paris ainsi qu'au renforcement du dialogue avec les partenaires.	CSP/LP/MEF	2007-2008	<ul style="list-style-type: none"> • Le Plan d'Actions sur l'harmonisation et l'efficacité de l'aide au Sénégal a été mis à jour. • L'atelier des 24 et 25 janvier 2008 a permis de partager et de valider le rapport sur l'évaluation de la DP. Le rapport final a été transmis au MEF le 4 mars 2008. • L'« enquête 2008 » pour le suivi de la mise en œuvre de la DP (pour la durée janvier-mars 2008), a été lancée tant du côté des partenaires que du gouvernement.
21. Allocation des ressources exceptionnelles tirées de la vente de la troisième licence de téléphonie et des concessions minières au financement des secteurs prioritaires de notre stratégie ainsi qu'aux infrastructures structurantes.	DCEF/MEF	2008	<ul style="list-style-type: none"> • Une part significative (96%) des ressources additionnelles de la LFR 2008 a été affectée aux infrastructures et aux secteurs de l'éducation et de l'agriculture
22. Suivi de l'Instrument de Soutien à la Politique Economique (ISPE)	MEF	2007-2008	<ul style="list-style-type: none"> • Un comité de suivi du Programme est mis en place et se réunit au moins une fois par mois à l'effet d'assurer la réalisation des engagements souscrits avec le FMI.
23. Renforcement du dispositif de suivi / évaluation de la matrice des mesures et du Programme d'Action Prioritaire du DSRP 2	MEF	2007-2010	<ul style="list-style-type: none"> • Le processus de la revue du DSRP a effectivement démarré en janvier 2008 • Suite à la rencontre avec les acteurs le 11 février 2008, les groupes de travail, au nombre de quatre, ont démarré le travail. Un comité ad'hoc a été mis en place pour la supervision des travaux au sein de ces groupes. • les présidents de groupe ont pris en main le pilotage de leurs activités et tous les groupes ont tenu des réunions • Le recrutement du consultant devant appuyer les groupe

			<ul style="list-style-type: none"> est en cours, avec l'appui de l'Union Européenne. Mais dores et déjà, certains partenaires ont mis à disposition de ces groupes des consultants pour appuyer les sous groupes. Il s'agit du PNUD, de la Banque Mondiale, de l'UNICEF et du FNUAP. Le processus d'intégration des rapports régionaux est également en cours, une mission de partage a été faite. Les prochaines étapes s'articulent autour de la production des rapports de groupe prévus en fin avril 2008, d'un rapport de synthèse en mi-mai. Cette synthèse fera l'objet d'une première validation avant la revue prévue courant juin 2008. Les partenaires au Développement ont officiellement désigné leur tête de fil au sein de chaque groupe de travail
<p>24. Amélioration du processus d'allocation des ressources budgétaires en vue de mieux cibler les priorités et de renforcer davantage la cohérence entre le budget et notre stratégie de réduction de la pauvreté</p>	<p>DB-DGF/MEF</p>	<p>2007-2010</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le montant des dépenses en capital du PAP du DSRP2 sont conformes aux prévisions budgétaires.
<p>25. Organisation de revues périodiques en vue du partage, avec tous les acteurs, de l'information sur la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté</p>	<p>DB-/MEF</p>	<p>2007-2010</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le dispositif actuel de suivi de la mise en œuvre de la SRP intègre des mécanismes (réunions périodiques des groupes de travail,) permettant de partager les informations avec tous les acteurs La Cellule DSRP (CSPLP-MEF) organise régulièrement des réunions de suivi et de partage des performances, dans le cadre de la mise en œuvre des 4 groupes de travail techniques.
<p>26. Prise en compte des questions environnementales dans les politiques sectorielles</p>	<p>MEF/MEPNBR/ tous les ministères</p>	<p>2007-2010</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le Ministère d'Etat Ministre de l'Economie et des Finances a adressé une correspondance au Ministère d'Etat Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de rétention et des Lacs artificiels pour instruire la lettre circulaire rappelant les dispositions

			du code de l'environnement, au niveau primatorial pour signature.
27. Prise en compte de la problématique genre dans toutes nos politiques et stratégies sectorielles	MEF/ MFEFMEF/ tous les ministères	2007-2010	<ul style="list-style-type: none"> • Une lettre circulaire d'orientation budgétaire portant recommandation de la prise en compte de cette dimension dans les budgets des ministères a été signée. • Après le lancement de la Stratégie Nationale d'Égalité et d'Équité de Genre (SNEEG), en décembre 2007, le projet de décret instituant un Conseil pour l'Équité et l'Égalité de Genre, sont dans le circuit.
28. Renforcement de la décentralisation et de la création de pôles secondaires dans les régions	DGF-DB/MEF	2007-2010	<ul style="list-style-type: none"> • Les transferts budgétaires au profit des collectivités, à travers le FDD (16,6 milliards de FCFA) et le FECL (11,5 milliards de FCFA) respectent le ratio requis d'affectation de 3,5% de la TVA perçue par l'Etat au titre de la dernière gestion connue, • La gestion 2008 a vu des dispositions particulières prises pour la l'exécution adéquate de la décentralisation du BCI (vote de la loi modifiant les dispositions du code des collectivités locales et permettant de prendre en compte en recettes les ressources provenant du BCI décentralisé, approbation le 11/01/08 de l'arrêté interministériel, procédure d'exécution de la dépense déjà initiée, etc) • Programmation dans le BCI 2008 de la réalisation des études pour l'aménagement de la nouvelle ville, • Programmation dans le BCI 2008 de la réalisation des études du Programme National d'Aménagement pour la Solidarité et la Compétitivité Territoriale, • Poursuite de la mise en œuvre du Programme National de Développement Local (PNDL).

<p>29. Accélération du processus de reconstruction et de relance des activités économiques et sociales de la Casamance</p>	<p>ANRAC</p>	<p>2007-2010</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place effective d'un Comité chargé de formulation du cadre d'intervention (Etat/PAD/Société Civile/Populations/Secteur Privé) : <ul style="list-style-type: none"> ○ Task-Force ○ Comité d'orientation (3 réunions programmées en mars 2008) • Feuille de route 2008-2010 élaborée et devrait être validée 31 mars 08. • Préparation de la Table ronde des partenaires prévue en Juin 2008).
--	--------------	------------------	---